

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 148 (2003)
Heft: 4

Artikel: Que reste-t-il du 11 septembre? : Entre opinion et information, symbole et pouvoir, paix et guerre
Autor: Bavoillot-Laussade, Richard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-347125>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Que reste-t-il du 11 septembre?

Entre opinion et information, symbole et pouvoir, paix et guerre

L'humanité vit enveloppée dans un système d'apparence, d'intention et de désinformation, qui constitue une des caractéristiques des trente dernières années. Le moins préparé des citoyens ne doute plus d'être conditionné, même manipulé, par delà le merveilleux marché de l'information qui s'offre à lui en bombardement continu. Quand ce n'est pas son instinct, c'est son bon sens qui le rend méfiant face aux décisions de la classe dirigeante ou aux explications officielles, surtout lorsqu'elles visent à le convaincre à tout prix d'admettre tel ou tel choix.

■ Richard Bavoillot-Laussade

Le taux de désenchantement et de scepticisme est tel que la société réelle se détourne de plus en plus d'un jeu démocratique souvent réduit à des passes d'armes suivies d'échéances électorales. La démobilisation citoyenne, dans les pays «développés», n'est qu'une réponse protestataire, une sorte de résistance passive à une dictature techno-médiatique rampante. Désabusé et désarmé, l'électeur dit en substance au politicien: «Je ne suis bon qu'à voter et, de toute manière, mon opinion ne compte plus vraiment. Tu fais ce que tu veux quand ce n'est pas le contraire de ce que j'ai exprimé. Alors tu n'auras même pas ma caution formelle.» Le résultat de ce glissement pervers est de favoriser la substitution permanente des «techniciens» de la chose politique et l'isolement des «techno-structures» de pouvoir. Paradoxalement, on proclame plus que jamais le triomphe de la démocratie, le renforcement de la liberté, mais l'homme de la rue n'est pas dupe...

Mariage de raison entre pouvoir et information

Le monde des médias et de la communication est autant le grand écran que le vecteur majeur d'un système socio-politique de masse. Il est si frénétique et si vorace qu'il devient difficile aux observateurs d'analyser les situations, tant la sélection que la digestion de la matière informative sont devenues un exercice périlleux. Le trop-plein d'informations tue l'information, d'autant que la capacité d'ingurgiter n'est pas celle de digérer, c'est-à-dire de trier pour extraire l'essence et le sens. Bien qu'il s'en défende, le pouvoir médiatique occidental est piloté et inspiré par les pouvoirs véritables, celui des Etats n'occupant plus la place souveraine que la théorie leur attribue encore. Qui mettra en doute l'influence désormais prépondérantes des *lobbys* transnationaux, qui conditionnent plus ou moins discrètement les structures politiques, qu'elles soient nationales ou internationales?

On continue de dire que l'opinion publique mondiale dicte la teneur comme l'intensité de l'actualité; on fait semblant d'y croire, alors que l'opinion publique n'a jamais constitué une réalité structurée, c'est-à-dire un *lobby* universel, régional ou national. L'opinion publique serait toujours le vrai maître, l'arbitre souverain des destinées de l'humanité, alors qu'elle n'est, tour à tour, que spectateur et prétexte, tantôt charmée tantôt otage, toujours ballottée, prise à témoin, attirée par les différents maîtres de bal. Quand donc l'opinion publique, où que ce soit (pacifistes de tout poil compris), a-t-elle enrayé la volonté de guerre de ses gouvernants? L'influence des millions de citoyens des «pays démocratiques», dans lesquels ils constituent le souverain collectif, n'est pas plus décisive que les proclamations du Souverain Pontife en faveur de la paix. Pas plus que le Dalaï Lama, le Pape n'a de véritables moyens de pression sur les Etats!

Un tiers de l'humanité se trouve en état de chaos ou de survie, un autre vit sous la bot-

te de régimes autoritaires ou dictatoriaux, ce qui, dans les deux cas, peut expliquer une forte passivité populaire. Quant au troisième tiers, le « monde libre », il est le plus souvent réduit au droit d'exprimer son mécontentement, sa grogne, son irritation dans les limites d'un espace concédé mais, à la fin le « pouvoir » fait généralement ce qu'il a programmé sans l'option populaire. D'une manière ou d'une autre, Washington et Londres vont mener une deuxième guerre contre l'Irak, malgré la réticence la plus forte de leurs opinions publiques.

Les « peuples souverains » se voient contenus dans un rôle qui ressemble au pouvoir des souverains que sont les monarches constitutionnels: « Règne et tais-toi »... Cette tendance serait justifiée par la complexité croissante et la taille des sociétés nationales, ce qui justifieraient des « relais » et des « délégations spécialisées ». A la différence des sociétés autoritaires, la soupape de sécurité réside en Occident dans le libre exercice du droit à l'expression, largement favorisé par une presse pluraliste. Si l'opi-

nion publique demeure libre de montrer ses humeurs, elle est finalement mise devant le fait accompli politique.

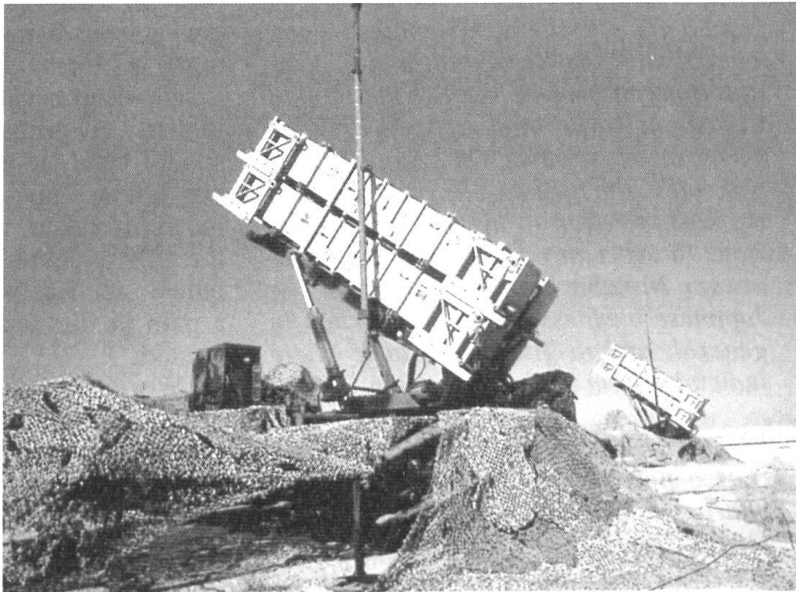
Les symboles, de l'opinion au pouvoir

Le fossé entre l'opinion et les décisions des élites est aussi large que celui qui existe entre les images du 11 septembre et son inhumaine réalité. Volontairement ou non, pouvoir et presse mentent ou déforment de concert, à moins qu'ils ne se bercent d'une illusion narcissique. La reconstruction en mémorial, superbe, somptueux et arrogant, du *World Trade Center* va sceller la déshumanisation d'une tragédie ramenée au rôle d'icône aseptisée. C'est le sort des événements spectaculaires, dont l'impact émotionnel massif est sublimé dans l'instant, puis hissé au pinacle « historique ». Passé le délai de leur utilité immédiate, les nouveaux symboles subissent le sort de leurs prédécesseurs, proprement jetés aux archives après usage. L'usure de ce matériau est extrêmement rapide; peut-être fait-on en sorte qu'il en soit ainsi. Nous sommes dans le domaine de la consommation à finalité politique, même s'il s'agit d'émotion. Le 11 septembre, vite remis après d'autres sur l'étagère des symboles quasi mythologiques, n'a pas échappé à ce mécanisme froid.

Au-delà de la tragédie, de ses tenants et aboutissants, ce qui continue sans répit, c'est le combat du pouvoir. L'administration Bush ne s'est pas arrêtée au « *Ground Zero* », qui sera un mémorial aux ruines écono-



Le président des Etats-Unis devant les ruines des « Tours jumelles »



Un lance-missiles Patriot américain dans le désert de l'Arabie Saoudite.

miquement recyclées, tandis que le Pentagone a été cicatrisé sans délai ni redondances. Ici plus qu'ailleurs, l'efficacité doit primer. Pour la Maison Blanche aujourd'hui, les *Twin Towers* ne sont malheureusement plus qu'un nouveau couloir de Dantzig, une nouvelle Dépêche d'Ems, un nouveau Pearl Harbor...

De l'Emir de la terreur au Calife périlleux

Il y a un an et demi, New York et Washington ont été frappés par des actes terroristes qui ne relèvent pas de l'agression militaire, telle qu'elle est définie par le droit international. On désigne d'emblée le coupable – probable mais probablement pas unique – et on s'en va guerroyer en Afghanistan, en proie à un régime atroce, mais dont on ne se préoccupait plus depuis que l'Ours russe n'y rô-

daît plus. Dans le monde arabo-musulman, opinion publique et médias considèrent les dirigeants américains comme responsables du 11 septembre 2001, une opération due, selon eux, au nouvel impérialisme américain, pour disposer d'un prétexte à la mainmise de Washington sur les richesses du Moyen-Orient. Sans tomber dans des raccourcis hasardeux, on peut constater que cette catastrophe est tombée à pic pour servir de référence à une « politique de la canonnière ». En fin de compte, Saddam Hussein ne serait-il pas la meilleure arme de guerre de George Bush, après le raté de Bin Laden ?

Qui peut croire que le terrorisme international sera vaincu par l'écrasement d'un pays exsangue ? Ce terrorisme, dont les maîtres actuels ont longtemps été soutenus par Washington, parce que leur existence servait la lutte anti-soviéti-

que, ne peut être éradiqué que par une politique policière internationale, posée, planifiée et cohérente, par une traque systématique des sanctuaires et des réseaux financiers, par la guerre de l'ombre que mènent le renseignement et le contre-espionnage. Parallèlement, ne faudrait-il pas s'attaquer, non pas à des populations, mais aux causes structurelles d'injustices, qui forment le terreau de cette « guerre des faibles » ? Sous prétexte de 11 septembre, Washington a théorisé et mis sur pied une croisade contre le terrorisme international, comme si ce phénomène avait soudain surgi du néant. On semble avoir oublié que les soutiens, les appuis et les sanctuaires de Bin Laden se trouvent chez ses propres alliés arabo-musulmans. Les moyens financiers et les réseaux d'Al Qaida sont largement implantés en Occident et aux Etats-Unis.

Le « nettoyage afghan » n'en finit pas, tandis que l'ennemi numéro un et son mollah borgne se sont évaporés sous un déluge de feu « intelligent ». Les contingents occidentaux stagnent dans le pays, tenant à bout de bras le régime de l'américanissime Karzay. Combien de temps va-t-on pouvoir gérer cette situation ? Si l'on ne se désengage pas, il faudra se résoudre à mener une guerre-guérilla de longue haleine contre des Talibans qui sont en train de revenir en lice. Devant l'impasse afghane, la croisade antiterroriste bat de l'aile. Bin Laden n'occupe plus la une, c'est presque comme s'il n'existait plus. Depuis des mois, l'Afghanistan n'est plus au menu quotidien servi à l'opinion pu-

blique. Dans l'attente de quelque attentat colossal, il convient de relancer l'initiative, de choisir un nouvel objectif...

L'entourage de Bush Junior a donc pointé le doigt sur celui qui avait ridiculisé Bush Senior. Allons régler son compte à ce diable de Saddam Hussein, qui menace de détruire le monde! Voilà une tête de turc, un épouvantail, après Castro, Mohammed Shah, Khomeiny, Kadhafi, Noriega. Washington croit que l'opération irakienne détournera l'attention de l'opinion publique américaine, à laquelle on avait promis vengeance et réussite.

Que le régime irakien soit inquiétant relève de l'euphémisme.

Dénoncer l'Irak baasiste comme la pire des dictatures et l'Etat le plus dangereux pour la paix et la sécurité universelle est aussi ridicule que de l'accuser d'être la centrale du terrorisme mondial. Pendant les trois dernières décennies, l'Irak n'a jamais pratiqué, ni financé le terrorisme islamique, ce qu'ont fait et font, en revanche, certains alliés, amis ou fréquentations orientales de Washington.

Militairement, Washington a évalué la capacité de résistance irakienne et considéré que le coût de l'opération serait limité ou supportable. Le jeu en vaudrait la chandelle, vu qu'il suffirait de déchaîner un déluge de feu sur un pays pratiquement démuné de moyen de défense

aérienne et de chasse... L'Irak est en position de grande infériorité matérielle, mais les Irakiens semblent déterminés à succomber en vendant très cher leur peau. Pour eux, la guerre n'a jamais cessé, vu que l'aviation anglo-américaine s'entraîne depuis une décennie dans le ciel irakien. Sans que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne encourrent la moindre critique, il ne se passe pas une semaine sans qu'ils bombardent le territoire irakien, dans des actions «défensives» ou «de précaution». Si le sort de la bataille qui s'annonce est tactiquement évident, qui dit que l'Iran ne va pas entrer en piste, à un certain point du scénario? Le déroulement de l'opération pourrait être radicalement transformé par une telle régionalisation, et Bagdad compte sur ce type de joker.

Par delà la noble intention de libérer un peuple des griffes du tyran, l'administration Bush a un autre objectif, bien plus terre à terre. L'Irak, sous administration américaine, permettrait de mettre enfin la main sur le pétrole qu'on ne peut pomper depuis le sol koweïtien. Il est bien difficile à l'Amérique de cacher une fringale de réserves énergétiques!

En enfourchant le cheval de l'anti-terrorisme, puis celui du gendarme mondial, l'administration Bush junior ne va-t-elle pas transformer l'Amérique en cavalier de l'Apocalypse? Par ailleurs, l'opération «Coup-de-poing» américaine en Mésopotamie n'aura-t-elle pas pour autre vertu d'épaissir l'écran cachant la gangrène israélo-palestinienne, que les Etats-Unis n'ont jamais voulu régler?



Colin Powell et Micheline Calmy-Rey: l'«esprit de Davos». Vu par Richards. Coopération, 22.1.2003

Régir le monde pour son bien?

Après l'effondrement de «l'Empire du mal» dirigé par Moscou, Washington n'avait plus d'ennemi convenu, ni même convenable. C'est la disparition du système des blocs, qui a conduit les Etats-Unis à devenir interventionnistes. Ils tentent de faire admettre au concert international une nouvelle conception de la souveraineté, qui soit en mesure de légitimer leur volonté d'agir à leur guise sur l'échiquier mondial. Ainsi a surgi la doctrine de l'ingérence humanitaire, récemment *relookée* en guerre préventive.

Au-delà de la mythologique croisade pour le triomphe de la démocratie et la liberté des peuples, c'est une nouvelle phase de l'aventure impérialiste américaine qui se profile. Contre-pied de l'isolationnisme traditionnel, la doctrine «positive», qui sous-tend la politique de la Maison Blanche, prend forme entre 1921 et 1927. La première application du projet énoncé dans les statuts du *Council on Foreign Relations*, qui découle des «idées illuministes» transférées d'Europe en Amérique au début du XIX^e siècle, fut l'entrée des Etats-Unis dans le second conflit mondial, suivie de la pause quarantenaire imposée par la guerre froide.

La doctrine globalisante américaine (politique, économique et militaire) dispose, avec la Grande-Bretagne, d'une puissante tête de pont européenne. Washington, qui ne craint au-



Des membres des forces américaines stationnées en Corée du Sud.

cunement l'Europe bruxelloise, veut une «grande Europe», c'est-à-dire une Union européenne élargie à l'excès, qui constituerait son nouveau glacis oriental, au triple contact de l'empire russe renaissant (on parle d'un «néo-bonapartisme russe»), du monde arabomusulman anti-occidental et de l'incompréhensible borbier africain. Les ténors de ce nouvel «atlantisme», dont le dernier chantre européen en date est Laurent Cohen-Tanugi, n'avancent plus masqués derrière la communauté des valeurs ou la communauté de défense. L'OTAN ne suffit plus, il faut à ce nouvel atlantisme une unification, une soudure, entre le continent européen et les Etats-Unis, un alignement du premier sur le modèle des seconds. L'euro ne sera pas le rempart du dollar dominateur, mais un nouveau euro-dollar utile à la «globalisation» américaine appliquée à l'Union européenne.

Dans la poursuite de son projet, l'Amérique a besoin d'une marge de manœuvre. Elle veut être libre des contraintes communautaires, un privilège semblable à celui dont elle jouit déjà en matière commerciale et monétaire. A la faveur des faiblesses, des blocages et des contradictions du système onusien, l'Amérique s'est placée au-dessus des règles qu'elle prétend défendre et promouvoir. Aujourd'hui, elle refuse de participer à la Cour internationale de justice aux côtés des régimes «canailles» qu'elle dénonce, mais elle détient les prisonniers de Guantanamo au mépris de toute loi, la dangerosité de ces individus restant réservée. Elle ne conçoit l'OTAN que comme un bras armé de sa politique et l'ONU comme une chambre d'enregistrement. Contre les freinages de certains pays de l'Union européenne, elle n'hésite pas à se servir de l'OTAN pour contraindre des alliés critiques et récalcitrants à

passer leur licol, à faire de la fidèle Turquie atlantiste un cheval de Troie dans la cour européenne, et des futurs membres orientaux des sapes pour une Union européenne qui ressemble au crapaud de la fable.

L'Europe occidentale, qui ne cesse de se présenter comme le contre-poids de l'américanisme agressif, se déchire, tout en rêvant d'une unité politique et diplomatique qui ne pourrait se réaliser que par l'abdication des identités nationales, l'avènement d'un système supra-national et la mise en place d'un super-chef d'Etat. Au fond, pourquoi faudrait-il que l'Union européenne devienne à tout prix un puissance diplomatique unitaire? Peut-on croire qu'à 25 l'Europe intégrée sera plus unanime qu'à 15, à moins que la voix unique soit le fait de quelque couple dominant et d'une supra-direction?

Faire la guerre pour s'assurer la paix

La nouvelle génération des maîtres de Washington a intégré à son projet mondial la privatisation de la guerre. Ce nouveau pas a été mis en lumière par Joseph Nye, le doyen de la *Kennedy School* de l'Université de Harvard. Loin de sécuriser le monde, de pacifier ses régions instables, de faire triompher la sécurité et la liberté des peuples, la politique américaine de la canonnière, soutenue ou non par une coalition d'alliés plus ou moins disparate, risque d'avoir pour conséquence d'établir un régime de guerre permanente, auquel répondra de toute évidence un

état perpétuel de terrorisme, l'un devenant la justification pérenne de l'autre...

Non seulement Washington tient pour quantité négligeable la contestation des opinions publiques de la «vieille Europe», mais se scandalise des critiques que lui adressent les amis traditionnels de l'Amérique. A la différence de l'opinion américaine, encore très réceptive au violon nationaliste, l'opinion publique du vieux continent est irritée par une logorrhée qui ressemble à l'apologie du pompier pyromane. Dans leur majorité, les Européens ne sont pas convaincus par les arguments guerriers de leurs amis d'outre-Atlantique et considèrent une guerre contre l'Irak comme disproportionnée et dangereuse. L'Amérique et l'Europe n'ont pas la même perception des faits, la même analyse des situations, les mêmes réactions, la même échelle des valeurs. L'Amérique veut utiliser la guerre partout comme une méthode pacificatrice, l'emploi massif de la force étant devenu part intégrante de sa praxis politique. Pour éviter le pire, l'administration Bush estime nécessaire une guerre contre l'Irak.

Après un an d'annonces redondantes de preuves massives et indiscutables concernant les mandants du 11 septembre, rien de très sérieux n'a été fourni par Washington. Nous sommes dans le flou «alquaidien», que domine l'icône impalpable du Cheik de la Terreur. C'est le même flou qui caractérise les preuves du suprême danger que l'Irak, écrasé en 1991 et étranglé depuis douze ans, ferait

courir à la planète. Un sentiment de malaise naît lorsqu'on apprend trois jours après la «démonstration» de Collin Powell au Conseil de sécurité, qu'il a utilisé un recyclage mal ficelé d'un mémoire universitaire traitant la situation irakienne de 1990. «Tout ça fait un peu désordre», comme aurait dit Charles de Gaulle...

Guerre-éclair et enlèvement durable

Quelle que soit la durée et l'intensité du *Blitz* que le gouvernement américain entend mener en Irak et son intensité, il y aura forcément enlèvement, comme il y a enlèvement en Afghanistan. Les Etats-Unis ne pourront pas tenir à la longue leurs positions dans la région, la gestion «transitoire» du pays et son occupation strictement militaire. Un nouveau Vietnam militaire les attend et tous ceux qui connaissent le monde arabo-musulman, le Moyen-Orient et sa géographie savent qu'aucune grande puissance ne peut s'y implanter dans la durée. Une intervention militaire massive conduira à la défaite de l'Irak, mais aussi à sa dévastation.

Cette phase militaire sera suivie d'une implantation prolongée des Américains, qui seront contraints d'élargir leur déploiement à la zone comprise entre l'océan Indien et le Caucase, entre la côte orientale de la Méditerranée et la chaîne de l'Hindou-Kouch. Ce mécanisme aura naturellement un effet domino, et le départ de Bagdad de la tête de turc de Washington ne résoudra rien. On ne donne pas impunément un coup

de pied dans une ruche! S'ajoutant au borbier afghano-pakistanaï, l'onde de choc dépassera la plaine des deux fleuves pour frapper des zones voisines terriblement instables: l'Iran, les territoires peuplés de Kurdes, les royaumes pétroliers arabes.

Le compte irakien réglé, quel nouvel «Etat canaille» le justicier américain va-t-il désigner? Quelle est la liste des «méchants» qui ne peuvent que subir une guerre, si Washington reste cohérent avec ses critères de dangerosité planétaire? Ils ne seraient pas moins d'une trentaine en liste!

La stratégie et la tactique militaire des dirigeants américains sont aussi technologiquement futuristes que la doctrine politique est conceptuellement fumeuse. Des travaux sérieux démontrent que le régime irakien, s'il était réellement le danger absolu pour la sécurité planétaire, pourrait être contenu, sans même poursuivre le monstrueux recours à l'embargo. Il n'y a pourtant aucune chance pour que Stephen Walt et John Mearsheimer soient écoutés, ni même entendus (numéro 1/2003 du *Foreign Policy*). Pas plus que ne le seront les graves critiques émises à la fin janvier 2003 par Norman Schwarzkopf, le commandant du corps expéditionnaire de la coalition de 1991, et Anthony Zinni, l'ancien commandant des forces américaines pour le Moyen-Orient.

Au-delà de la première ligne d'horizon?

Parce que le monde est passé «de l'ordre de Yalta au désordre des nations», les Etats-Unis fondent leur domination sur un interventionnisme tout azimut mais, derrière l'intention proclamée de défendre «les valeurs de la démocratie et du monde libre», ce sont les intérêts économiques, les positions politico-stratégiques et la nouvelle vision même que l'Amérique se fait du monde, que Washington entend garantir et renforcer. En coulisse, la Russie se redresse et l'autre empire, celui du Milieu, se métamorphose. Ni Moscou ni Pékin n'ont renoncé à compter sur l'échiquier mondial. Dans la crise irakienne, la Russie et la Chine font preuve d'un pragmatisme remarquable. Un faux-pas américain, éventuellement suivi d'une dégringolade, ne seraient pas pour leur déplaire; il rendrait à ces deux colosses discrets une initiative qui ne leur aurait finalement coûté que de la patience. Quant à la «désUnion européenne», par delà les humeurs et les intentions discordantes de ses composantes, elle semble condamnée à subir à terme, soit une intégration de fait au modèle américain, soit un alignement plus ou moins consenti sur ce pôle hégémonique, soit une mise aux arrêts dans une arrière-cour régionale.

Certes, l'Irak sera écrasé. La sécurisation du monde et la lutte anti-terroriste marqueront-elles pour autant un point déterminant? Quoi qu'il en soit, l'Organisation des Nations unies, l'Alliance atlantique, l'Union européenne, les Etats-Unis souffrent d'une grave maladie, peut-être en phase finale. Entre cacophonie, ratés et déchirements, les mécanismes et les composantes de ces structures dominantes du système mondial, souvent entremêlés, montrent plus que jamais les limites que leur imposent leur âge et leur poids, leur usure ou leur jeunesse, une complexité que fragilise leur imperfection et leurs limites. Au-delà du sort de l'Irak, de celui de Ousama Bin Laden & Co, c'est une remise en question des équilibres mondiaux qui va s'imposer à brève échéance, sans exclure une récession économique aiguë.

N'en doutons pas: les dégâts collatéraux entraînés par la crise irakienne ne frapperont pas que l'Irak. Le jeu de massacre inter-occidental aura des conséquences à long terme, dont la première sera le renforcement de l'anti-occidentalisme. Les victimes de cette crise seront, à long terme, l'ONU, l'OTAN, l'Union européenne... et les Etats-Unis. Il va falloir, de toute façon, repenser le système international autrement qu'en clef globalisée.

R. B. L.
(13 mars 2003)